

Artikel 8

In artikel 60bis, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 2 van de ordonnantie van 29 oktober 1998 en gewijzigd bij artikel 10 van de ordonnantie van 20 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1, worden de woorden « en het recht van overgang bij overlijden » ingevoegd tussen de woorden « het recht van successie » en de woorden « vastgesteld op 3 pct. »;
- 2° in § 1, 2°, en in § 4, worden de woorden « Europese Unie » vervangen door de woorden « Europese Economische Ruimte »;
- 3° in § 5, 1°, worden de woorden « in België » geschrapt.

Artikel 9

Deze ordonnantie treedt in werking op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 augustus 2010.

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt
en Externe Betrekkingen,

J.-L. VANRAES

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Openbare Werken en Vervoer,
Mevr. Brigitte Grouwels

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Tewerkstelling, Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
B. CEREXHE

Nota

(1) Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2009-2010.

A-90/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-90/2 Verslag.

A-90/3 Amendement na verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 16 juli 2010.

Article 8

A l'article 60bis du même Code, inséré par l'article 2 de l'ordonnance du 29 octobre 1998 et modifié par l'article 10 de l'ordonnance du 20 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au § 1^{er}, les mots « et le droit de mutation par décès » sont insérés entre les mots « le droit de succession » et les mots « est fixé à 3 p.c. »;
- 2° au § 1^{er}, 2°, et au § 4, les mots « l'Union européenne » sont remplacés par les mots « l'Espace économique européen »;
- 3° au § 5, 1°, les mots « en Belgique » sont supprimés.

Article 9

La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 août 2010.

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

Ch. PICQUE

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargée des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures,

Mme E. HUYTEBROECK

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la rénovation urbaine, de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente et du logement,

J.-L. VANRAES

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique,
B. CEREXHE

Note

(1) Documents du Parlement :

Session ordinaire 2009-2010.

A-90/1 Projet d'ordonnance.

A-90/2 Rapport.

A-90/3 Amendement après rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 16 juillet 2010.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2010 — 3090

[C - 2010/31358]

9 JUILLET 2010. — Décret relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Le présent décret transpose, dans le cadre des compétences de la Commission communautaire française, les directives européennes suivantes :

1° la Directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes, sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2° la Directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3° la Directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans l'accès aux biens et aux services et la fourniture de biens et services;

4° la Directive 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (refonte).

Les références faites, dans les dispositions législatives, réglementaires et administratives en vigueur, aux Directives européennes 75/117/CEE, 76/207/CEE, 86/378/CEE et 97/80/CE s'entendent, pour ce qui concerne la Commission communautaire française, comme des références faites à la Directive 2006/54/CE précitée.

CHAPITRE II. — *Objectif et champ d'application*

Art. 3. Le présent décret a pour objectif la création d'un cadre général et harmonisé pour la lutte contre certaines formes de discrimination et pour la promotion de l'égalité de traitement dans les domaines de compétence de la Commission communautaire française.

Art. 4. § 1^{er}. Sans préjudice du champ d'application du décret du Collège de la Commission communautaire française du 22 mars 2007 relatif à l'égalité de traitement entre les personnes dans la formation professionnelle, et dans le respect des compétences de la Commission communautaire française, le présent décret s'applique à toutes les personnes, tant pour le secteur public que pour le secteur privé, y compris les organismes publics, dans les matières suivantes :

- 1° le transport scolaire et la gestion des bâtiments scolaires;
- 2° les infrastructures communales, provinciales, intercommunales et privées, concernant l'éducation physique, les sports et la vie en plein air;
- 3° le tourisme;
- 4° la promotion sociale;
- 5° la politique de santé;
- 6° l'aide aux personnes;
- 7° l'accès aux biens et services, et la fourniture des biens et services qui sont à la disposition du public indépendamment de la personne concernée et qui sont offerts en dehors de la sphère privée et familiale, ainsi qu'aux transactions qui se déroulent dans ce cadre;
- 8° l'accès, la participation et tout autre exercice d'une activité économique, sociale, culturelle ou politique accessible au public.

§ 2. Le présent décret s'applique également aux relations de travail qui se nouent au sein des institutions publiques de la Commission communautaire française, telles que définies à l'article 5, 16°.

CHAPITRE III. — *Définitions*

Art. 5. Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1° « égalité de traitement » : l'absence de toute forme de discrimination directe ou indirecte;
- 2° « discrimination directe » : toute distinction fondée sur l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, les convictions religieuses, philosophiques, politiques ou syndicales, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique, le sexe, la grossesse, l'accouchement, la maternité, le changement de sexe, la nationalité, une prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance, l'origine nationale, ethnique ou sociale par laquelle une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est, ne l'a été ou ne le serait dans une situation comparable;
- 3° « discrimination indirecte » : toute disposition, tout critère ou toute pratique, apparemment neutre, susceptible d'entraîner un désavantage particulier pour des personnes en raison de l'âge, de l'orientation sexuelle, de l'état civil, de la naissance, de la fortune, des convictions religieuses, philosophiques ou politiques, de la langue, de la nationalité, d'une prétendue race, d'une couleur de peau, d'une ascendance ou d'une origine nationale, ethnique ou sociale, du sexe ou d'un certain état de santé actuel ou futur, d'un handicap, d'une caractéristique physique ou génétique, d'un changement de sexe, d'une grossesse, d'un accouchement ou d'une maternité, par rapport à d'autres personnes;
- 4° « injonction de discriminer » : tout comportement qui consiste à enjoindre à quiconque de pratiquer une discrimination, sur la base d'un des motifs visés au 2°, à l'encontre d'une personne, d'un groupe, d'une communauté ou de l'un de ses membres;
- 5° « harcèlement » : comportement indésirable se produisant en dehors des relations de travail, qui est lié à l'un des motifs visés au 2°, et qui a pour objet ou effet de porter atteinte à la dignité d'une personne et de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant;
- 6° « harcèlement sexuel » : comportement indésirable à connotation sexuelle, se produisant en dehors des relations de travail et s'exprimant physiquement, verbalement ou non verbalement, qui a pour objet ou effet de porter atteinte à la dignité d'une personne, en particulier lorsqu'un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant est créé;
- 7° « action positive » : le maintien ou l'adoption de mesures spécifiques destinées à prévenir ou compenser les désavantages liés aux motifs visés au 2°, en vue de garantir la pleine égalité dans la pratique;
- 8° « aménagements raisonnables » : les mesures appropriées prises en fonction des besoins dans une situation concrète pour permettre à une personne handicapée l'accès, la participation et la progression dans un emploi ou toute autre activité entrant dans le champ d'application du présent décret, sauf si ces mesures imposent à l'égard de la personne qui doit les adopter une charge disproportionnée. Cette charge n'est pas disproportionnée lorsqu'elle est compensée de façon suffisante par des mesures existant dans le cadre de la politique menée concernant les personnes handicapées;
- 9° « relations de travail » :
 - a) les conditions d'accès, de désignation et de promotion aux emplois de la fonction publique des institutions publiques de la Commission communautaire française, indépendamment du régime statutaire ou contractuel de l'engagement, y compris les critères et les procédures de sélection, les conditions et les épreuves de recrutement et d'avancement, quelle que soit la branche d'activité et ce, à tous les niveaux de la hiérarchie professionnelle;
 - b) l'accès, par les titulaires d'emplois de la fonction publique, des institutions publiques de la Commission communautaire française, indépendamment du régime statutaire ou contractuel de l'engagement, à tous les types et à tous les niveaux d'orientation professionnelle, de formation professionnelle, de perfectionnement et de formation de reconversion, y compris l'acquisition d'une expérience pratique;
 - c) les conditions d'emploi et de travail au sein de la fonction publique des institutions publiques de la Commission communautaire française, indépendamment du régime statutaire ou contractuel de l'engagement, en ce compris les conditions de licenciement et de rémunération;

d) l'affiliation et l'engagement, par les personnes décrites au point b), dans une organisation de travailleurs ou d'employeurs, ou toute organisation dont les membres exercent une profession donnée, y compris les avantages procurés par ce type d'organisations;

10° « rémunération » : le salaire ou le traitement ordinaire de base ou minimal et tout autre avantage, payé directement ou indirectement, en espèces ou en nature, en raison de l'emploi au sein de la fonction publique des institutions publiques de la Commission communautaire française, indépendamment du régime contractuel ou statutaire de l'engagement;

11° « la gestion des bâtiments scolaires » : la compétence visée à l'article 2 du décret relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française du 5 juillet 1993;

12° « le transport scolaire » : la compétence visée à l'article 3, 5° du décret relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française du 19 juillet 1993;

13° « la politique de santé » : la compétence visée à l'article 3, 6° du décret relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française du 19 juillet 1993;

14° « l'aide aux personnes » : la compétence visée de l'aide aux personnes au sens du décret de transfert de compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française du 19 juillet 1993 à savoir, notamment, dans les domaines de la politique familiale, la politique d'aide sociale, la politique d'accueil et d'intégration des immigrés, la politique des handicapés, la politique du troisième âge, l'aide aux justiciables non incarcérés;

15° « biens » : les biens et marchandises au sens des dispositions du Traité instituant la Communauté européenne relatives à la libre circulation des biens et des marchandises;

16° « services » : les services au sens de l'article 57 du Traité instituant la Communauté européenne;

17° « groupements d'intérêt » : organisations, associations et groupements visés à l'article 28;

18° « dispositions » : les actes et règlements administratifs, les clauses figurant dans des conventions individuelles ou collectives et dans des règlements collectifs, ainsi que les clauses figurant dans des documents établis de manière unilatérale;

19° « institutions publiques de la Commission communautaire française » :

— les services du Collège de la Commission communautaire française;

— les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française appartenant à la catégorie A et à la catégorie B, conformément à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, et leurs filiales opérationnelles;

— les institutions de droit public ou d'intérêt public créées par la Commission communautaire française;

— les associations sans but lucratif créées à l'initiative du Collège;

20° « le Collège » : le Collège de la Commission communautaire française.

CHAPITRE IV. — *Promotion de la diversité dans les institutions publiques de la Commission communautaire française*

Art. 6. § 1^{er}. Chaque institution de la Commission communautaire française est tenue d'élaborer un plan d'action diversité. Le Collège détermine le contenu général du plan d'action diversité et prévoit que ce contenu peut être adapté, en fonction notamment de la dimension et de l'activité exercée par les institutions concernées.

§ 2. Afin d'assurer l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi de ce plan d'action, chaque institution publique de la Commission communautaire française est tenue de :

1° désigner un membre du personnel chargé du plan d'action diversité;

2° créer une commission d'accompagnement.

§ 3. Le Collège crée un comité de coordination en matière de diversité, en vue de coordonner les actions entre les institutions publiques de la Commission communautaire française.

§ 4. Le Collège définit la composition, l'organisation et le fonctionnement :

1° de la commission d'accompagnement visée au § 2, 2°;

2° du comité de coordination visé au § 3.

§ 5. Le Collège définit le profil de fonction du membre du personnel visé au § 2, 1°.

Art. 7. Chaque institution de la Commission communautaire française transmet systématiquement ses offres d'emploi à l'Office régional bruxellois de l'Emploi.

CHAPITRE V. — *Lutte contre la discrimination*

Section 1^{re}. — Interdiction des discriminations

Art. 8. L'égalité de traitement est garantie dans les matières visées à l'article 4, qui relèvent de la compétence de la Commission communautaire française.

Art. 9. § 1^{er}. Dans les domaines qui relèvent du champ d'application du présent décret, toute discrimination fondée sur un des motifs visés à l'article 5, 2° est interdite.

§ 2. Au sens du présent chapitre, la discrimination s'entend de :

— la discrimination directe,

— la discrimination indirecte,

— l'injonction de discriminer,

— le harcèlement,

— le harcèlement sexuel,

— le refus de mettre en place des aménagements raisonnables en faveur d'une personne handicapée.

Section II. — Justifications des différences de traitement

Art. 10. Les différences de traitement fondées sur une caractéristique liée à l'un des motifs visés à l'article 5, 2°, à l'exception du sexe, ne constituent pas une discrimination directe ou indirecte lorsque, en raison de la nature de l'activité professionnelle spécifique concernée ou du contexte dans lequel ces activités professionnelles spécifiques sont exécutées, la caractéristique en cause constitue une exigence professionnelle essentielle, véritable et déterminante, pour autant que l'objectif soit légitime et que l'exigence soit proportionnée.

Les différences de traitement fondées sur le sexe, dans la mesure où elles ne portent que sur l'accès à l'emploi y compris la formation qui y donne accès, ne constituent pas une discrimination directe ou indirecte lorsque, en raison de la nature de l'activité professionnelle spécifique concernée ou du contexte dans lequel ces activités professionnelles spécifiques sont exécutées, la caractéristique en cause constitue une exigence professionnelle essentielle, véritable et déterminante, pour autant que l'objectif soit légitime et que l'exigence soit proportionnée.

Art. 11. Les différences de traitement fondées sur l'âge, établies par des règles générales et abstraites, ne constituent pas une discrimination directe ou indirecte lorsqu'elles sont objectivement et raisonnablement justifiées par un objectif légitime et que les moyens pour atteindre cet objectif sont appropriés, nécessaires et proportionnés.

Art. 12. Ne constituent pas une discrimination indirecte :

la disposition, la pratique ou le critère visé à l'article 5, 2°, qui se justifie objectivement et raisonnablement par un objectif légitime, et dans la mesure où les moyens pour atteindre cet objectif sont appropriés, nécessaires et proportionnés;

— la différence de traitement sur la base d'un handicap, quand il est démontré que l'on ne peut apporter d'aménagements raisonnables.

Art. 13. § 1^{er}. Une différence de traitement sur la base des motifs mentionnés à l'article 5, 2° ne s'analyse jamais en une quelconque forme de discrimination directe ou indirecte lorsque la différence de traitement constitue une mesure d'action positive autorisée par le Collège.

§ 2. Une mesure d'action positive ne peut être mise en oeuvre que moyennant le respect des conditions suivantes :

- il doit exister une inégalité manifeste;
- la disparition de cette inégalité doit être désignée comme un objectif à promouvoir;
- la mesure d'action positive doit être de nature temporaire, étant de nature à disparaître dès que l'objectif visé est atteint;
- la mesure d'action positive ne doit pas restreindre inutilement les droits d'autrui.

Art. 14. Une différence de traitement sur la base des motifs mentionnés à l'article 5, 2° ne s'analyse jamais en une quelconque forme de discrimination directe ou indirecte lorsque cette différence de traitement est imposée par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance.

Section III. — Sanctions et procédures

Art. 15. Les dispositions contraires à ce décret sont déclarées nulles, comme le sont les clauses contractuelles stipulant qu'une ou plusieurs parties renoncent aux droits garantis par le présent décret.

Art. 16. § 1^{er}. En cas de discrimination interdite par le présent décret, la victime peut réclamer une indemnisation de son préjudice, en application du droit de la responsabilité contractuelle ou extra-contractuelle.

L'auteur de la discrimination doit verser à la victime une indemnité correspondant, selon le choix de la victime, soit à une somme forfaitaire fixée conformément au § 2, soit au dommage réellement subi par la victime. Dans ce dernier cas, la victime doit prouver l'étendue du préjudice par elle subi.

§ 2. Les dommages et intérêts forfaitaires visés au § 1^{er} sont fixés comme suit :

1° sans préjudice des dispositions du point 2°, l'indemnisation forfaitaire du préjudice moral subi du fait d'une discrimination est fixée à 650 euros. Ce montant est porté à 1.300 euros lorsque l'auteur de la discrimination ne peut démontrer que le traitement litigieux préjudiciable ou désavantageux aurait également été adopté en l'absence de discrimination, ou en raison d'autres circonstances telles que la gravité particulière du préjudice moral subi;

2° si la victime réclame l'indemnisation du préjudice moral et matériel qu'elle a subi du fait d'une discrimination dans le cadre des relations de travail, l'indemnisation forfaitaire pour le dommage matériel et moral équivaut à six mois de rémunération brute, à moins que l'employeur ne démontre que le traitement litigieux préjudiciable ou désavantageux aurait également été adopté en l'absence de discrimination. Dans cette dernière hypothèse, l'indemnisation forfaitaire pour le dommage matériel et moral est limitée à trois mois de rémunération brute. Lorsque le préjudice matériel résultant d'une discrimination dans le cadre des relations de travail peut toutefois être réparé en appliquant la sanction de nullité telle que prévue à l'article 15, les dommages et intérêts forfaitaires sont fixés selon les dispositions du point 1°.

Art. 17. § 1^{er}. A la demande de la victime de la discrimination ou à la demande d'un groupement d'intérêts tels que ceux visés à l'article 28, ou encore d'un ou plusieurs organes au sens de l'article 27, le président de la juridiction compétente constate l'existence et ordonne la cessation d'un acte, même pénalement réprimé, constituant un manquement aux dispositions du présent décret.

Le président de la juridiction compétente peut ordonner la levée de la cessation dès qu'il est prouvé qu'il a été mis fin aux infractions.

§ 2. A la demande de la victime, le président de la juridiction compétente peut lui octroyer l'indemnisation forfaitaire visée à l'article 16, § 2.

§ 3. Le président de la juridiction compétente peut prescrire l'affichage de sa décision ou du résumé de celle-ci, pendant le délai qu'elle détermine, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des établissements de l'auteur de la discrimination ou des locaux lui appartenant, et ordonner la publication ou la diffusion de son jugement ou du résumé par la voie de journaux ou de toute autre manière, le tout aux frais de l'auteur de la discrimination.

Ces mesures de publicité ne peuvent être prescrites que si elles sont de nature à contribuer à la cessation de l'acte incriminé ou de ses effets.

§ 4. L'action est formée et instruite selon les formes du référé.

Elle est formée par requête, établie en quatre exemplaires et envoyée par lettre recommandée à la poste ou déposée au greffe de la juridiction compétente.

A peine de nullité, la requête contient :

- 1° l'indication des jours, mois et an;
- 2° les nom, prénoms, profession et domicile du requérant;
- 3° les nom et adresse de la personne physique ou morale contre laquelle la demande est formée;
- 4° l'objet et l'exposé des moyens de la demande.

Le greffier de la juridiction compétente avertit sans délai la partie adverse par pli judiciaire, auquel est joint un exemplaire de la requête, et l'invite à comparaître au plus tôt trois jours et au plus tard huit jours après l'envoi du pli judiciaire.

Il est statué sur l'action nonobstant toute poursuite exercée en raison des mêmes faits devant toute autre juridiction, en ce compris une juridiction pénale.

Lorsque les faits soumis au juge pénal font l'objet d'une action en cessation, il ne peut être statué sur l'action pénale qu'après qu'une décision coulée en force de chose jugée ait été rendue relativement à l'action en cessation. La prescription de l'action publique est suspendue pendant la surséance.

Le jugement est exécutoire par provision, nonobstant tout recours et sans caution. Il est communiqué par le greffier de la juridiction, sans délai, à toutes les parties et au procureur du Roi.

§ 5. Les dispositions du présent article ne portent pas préjudice aux compétences du Conseil d'Etat, telles que définies par les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat.

Art. 18. Le juge de la cessation peut, à la demande de la victime de la discrimination, à la demande d'un groupement d'intérêts visé à l'article 28, ou encore d'un ou plusieurs organes au sens de l'article 27, condamner au paiement d'une astreinte l'auteur de la discrimination au cas où il ne serait pas mis fin à celle-ci. Le juge statue conformément aux articles 1385*bis* à 1385*nonies* du Code judiciaire.

Section IV. — Dispositions pénales

Art. 19. Pour l'application de la présente section, la discrimination s'entend de toute forme de discrimination directe intentionnelle, de discrimination indirecte intentionnelle et d'injonction de discriminer, fondée sur un des motifs visés à l'article 5, 2°, ainsi que du refus de mettre en place les aménagements raisonnables pour une personne handicapée.

Art. 20. Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante euros à mille euros, ou de l'une de ces peines seulement :

- 1° quiconque, dans l'une des circonstances visées à l'article 444 du Code pénal, incite à la discrimination à l'égard d'une personne, en raison de l'un des motifs mentionnés à l'article 5, 2°;
- 2° quiconque, dans l'une des circonstances visées à l'article 444 du Code pénal, incite à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, en raison de l'un des motifs mentionnés à l'article 5, 2°;
- 3° quiconque, dans l'une des circonstances visées à l'article 444 du Code pénal, incite à la discrimination ou à la ségrégation à l'égard d'un groupe, d'une communauté ou de leurs membres, en raison de l'un des motifs mentionnés à l'article 5, 2°;
- 4° quiconque, dans l'une des circonstances visées à l'article 444 du Code pénal, incite à la haine ou à la violence à l'égard d'un groupe, d'une communauté ou de leurs membres, en raison de l'un des motifs mentionnés à l'article 5, 2°.

Art. 21. Est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans, tout fonctionnaire ou officier public, tout dépositaire ou agent de l'autorité ou de la force publique qui, dans l'exercice de ses fonctions, commet une discrimination à l'égard d'une personne sur la base des motifs visés à l'article 5, 2°.

Les mêmes peines sont applicables lorsque les faits sont commis à l'égard d'un groupe, d'une communauté ou de ses membres.

Si l'inculpé justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs pour des objets du ressort de ceux-ci et sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique, les peines sont appliquées seulement aux supérieurs qui ont donné l'ordre.

Si les fonctionnaires ou officiers publics prévenus d'avoir ordonné, autorisé ou facilité les actes arbitraires susmentionnés prétendent que leur signature a été surprise, ils sont tenus, le cas échéant, de faire cesser l'acte, de dénoncer le coupable; sinon, ils sont poursuivis personnellement.

Si l'un des actes arbitraires susmentionnés est commis au moyen de la fausse signature d'un fonctionnaire public, les auteurs du faux et ceux qui, méchamment ou frauduleusement, en font usage sont punis de la réclusion de dix à quinze ans.

Art. 22. Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante euros à mille euros, ou de l'une de ces peines seulement, toute personne qui ne se conforme pas à un jugement ou à un arrêt prononcé suite à une demande de cessation, conformément à l'article 17 susmentionné.

Art. 23. En cas d'infraction aux articles 20, 21, 22, le condamné peut, en outre, être condamné à l'interdiction conformément à l'article 33 du Code pénal.

Art. 24. Toutes les dispositions du Livre Premier du Code pénal, sans exceptions du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

Section V. — Charge de la preuve

Art. 25. § 1^{er}. Lorsque la personne qui s'estime victime d'un acte de discrimination invoque devant le juge compétent des faits qui permettent de présumer l'existence d'une discrimination directe ou indirecte, il incombe au défendeur de prouver qu'il n'y a pas eu de discrimination.

§ 2. Les dispositions du § 1^{er} sont applicables à toutes les procédures juridictionnelles, à l'exception des procédures pénales.

Section VI. — *Dispositifs de protection et de défense*

Art. 26. § 1^{er}. Lorsqu'une plainte est introduite par ou au bénéfice d'une personne en raison de la violation du présent décret, celui ou celle contre qui la plainte est dirigée ne peut prendre de mesure préjudiciable à l'encontre de cette personne, excepté pour des motifs étrangers à cette plainte.

§ 2. Pour l'application du présent article, il convient d'entendre par plainte :

— une plainte motivée introduite par l'intéressé auprès de l'institution publique de la Commission communautaire française qui l'emploie ou d'une organisation, association ou institution contre laquelle la plainte est dirigée, le cas échéant de manière conforme aux procédures en vigueur;

— une plainte motivée introduite au bénéfice de la personne concernée par l'organe ou les organes au sens de l'article 27, ou par un groupement d'intérêts au sens de l'article 28;

— une action en justice introduite par la personne concernée;

— une action en justice introduite au bénéfice de la personne concernée par l'organe ou les organes au sens de l'article 27, ou par un groupement d'intérêts au sens de l'article 28.

La plainte motivée, visée à l'alinéa premier, premier et deuxième tirets, consiste en un écrit, daté, signé et notifié par pli recommandé, dans lequel les griefs adressés à l'auteur de la discrimination alléguée sont exposés.

§ 3. Lorsqu'une mesure préjudiciable est adoptée vis-à-vis de la personne concernée dans un délai de douze mois suivant l'introduction de la plainte, il appartient à celui ou celle contre qui la plainte est dirigée de prouver que la mesure préjudiciable a été adoptée pour des motifs qui sont étrangers à cette plainte.

Lorsqu'une action en justice a été introduite par ou au bénéfice de la personne concernée, le délai de 12 mois visé à l'alinéa premier est prolongé jusqu'à échéance d'un délai de trois mois suivant le jour où la décision intervenue est passée en force de chose jugée.

§ 4. Lorsque l'institution publique de la Commission communautaire française qui emploie la personne concernée adopte une mesure préjudiciable à l'encontre de celle-ci, en contravention au § 1^{er}, cette personne ou un groupement d'intérêts auquel elle est affiliée peut demander sa réintégration dans le service ou lui permettre d'exercer ses fonctions aux mêmes conditions que précédemment.

La demande est introduite par lettre recommandée dans les trente jours qui suivent la date de la notification du préavis, de la rupture sans préavis ou de la modification unilatérale des conditions de travail ou de toute autre mesure préjudiciable. L'institution publique de la Commission communautaire française concernée doit prendre position sur cette demande dans un délai de trente jours suivant sa notification.

L'institution publique de la Commission communautaire française qui réintègre la personne et/ou lui permet d'exercer ses fonctions dans les mêmes conditions de travail qu'auparavant, est tenu de payer la rémunération perdue du fait du licenciement, de la modification des conditions de travail ou de toute autre mesure préjudiciable, et de verser les cotisations des employeurs et des travailleurs afférentes à cette rémunération.

Le présent paragraphe ne s'applique pas lorsque la mesure préjudiciable intervient après la cessation de la relation de travail.

§ 5. Sans préjudice de l'article 16, à défaut de réintégration ou de reprise des fonctions aux conditions de travail fixées antérieurement, suivant la demande visée au § 4, alinéa 1^{er}, et, de manière générale, lorsque la mesure préjudiciable a été jugée contraire aux dispositions du § 1^{er}, l'auteur de la mesure doit verser à la personne concernée une indemnité égale, selon le choix de cette personne, soit à un montant forfaitaire identique à celui fixé à l'article 16, § 2, soit au préjudice matériel et moral qu'elle a réellement subi, à charge pour elle, dans ce dernier cas, de prouver l'étendue de ce préjudice conformément au droit commun de la responsabilité civile.

§ 6. Sans préjudice de l'article 16, l'institution publique de la Commission communautaire française qui emploie la personne concernée est tenue de payer la même indemnité, sans que la personne ou le groupement d'intérêts auquel elle est affiliée ne doive introduire la demande visée au § 4 :

1° lorsque la juridiction compétente a considéré comme établis les faits de discrimination qui forment l'objet de la plainte;

2° lorsque la personne concernée rompt la relation de travail, parce que le comportement de l'institution publique de la Commission communautaire française qui l'emploie viole les dispositions du § 1^{er}, ce qui constitue selon le travailleur un motif de rupture de la relation de travail sans préavis ou pour y mettre un terme avant son expiration;

3° lorsque l'institution publique de la Commission communautaire française qui emploie la personne concernée a rompu la relation de travail pour motif grave et pour autant que la juridiction compétente ait estimé cette rupture non fondée et en contradiction avec les dispositions du § 1^{er}.

§ 7. Lorsque la mesure préjudiciable intervient après la cessation de la relation de travail et qu'elle est jugée contraire au § 1^{er}, l'institution publique de la Commission communautaire française qui emploie la personne concernée est tenue de payer à la victime l'indemnité prévue au § 5 du présent article.

§ 8. La protection visée au présent article est également d'application aux personnes qui interviennent comme témoin, conseil, défendeur ou soutien de la personne concernée.

§ 9. A la demande de la partie défenderesse, le juge saisi de la demande visée au § 2 peut décider d'abrèger les délais visés au § 3.

Art. 27. § 1^{er}. Le Collège désigne un ou plusieurs organes pouvant ester en justice dans les litiges auxquels l'application du présent décret donnerait lieu en cas de discrimination sur la base des motifs mentionnés à l'article 5, 2°.

Lorsque la requête concerne une discrimination ou une infraction envers une personne physique ou morale, la requête des organes mentionnés au premier alinéa n'est recevable que s'ils prouvent qu'ils agissent en accord avec cette personne physique ou morale.

§ 2. Les organes mentionnés au § 1^{er} sont, sur la base des motifs mentionnés à l'article 5, 2° pour lesquels ils sont compétents, également compétents pour :

1° l'assistance indépendante aux victimes de discrimination lors de la prise en considération de leurs plaintes relatives à une discrimination;

2° la réalisation d'études indépendantes sur la discrimination;

3° la publication de rapports indépendants et la formulation de recommandations à propos de tout sujet en rapport avec la discrimination.

Art. 28. § 1^{er}. Peuvent ester en justice dans les litiges auxquels l'application du présent décret donnerait lieu, lorsqu'un préjudice est porté aux fins statutaires qu'ils se sont donnés pour mission de poursuivre :

1° tout établissement d'utilité publique et toute association, jouissant de la personnalité juridique, et se proposant par ses statuts de défendre les droits de l'Homme et de combattre la discrimination;

2° les organisations syndicales représentatives au sens de la loi du 19 décembre 1974 réglant les relations entre les autorités publiques et les syndicats de leurs personnels;

3° les organisations syndicales représentatives au sein de l'organe de concertation syndicale désigné pour les administrations, services ou institutions pour lesquels la loi du 19 décembre 1974 réglant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités n'est pas d'application.

§ 2. Lorsque la requête concerne une discrimination ou une infraction envers une personne physique ou morale, la requête des institutions, associations ou groupements mentionnés au premier alinéa n'est recevable que si ceux-ci prouvent qu'ils agissent en accord avec cette personne physique ou morale.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives et finales*

Art. 29. A l'article 3 du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil, le point 2° est remplacé comme il suit :

« 2° remplir les missions définies à l'article 2 auprès des bénéficiaires sans discrimination, au sens du décret du 9 juillet 2010 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement ».

Art. 30. § 1^{er}. A l'article 2 du décret du 30 avril 2004 relatif à la cohésion sociale, il est ajouté un point 11, rédigé comme il suit :

« 11. discrimination : la discrimination directe ou indirecte telle que définie par le décret du 9 juillet 2010 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement ».

§ 2. A l'article 3, alinéa 2, du décret du 30 avril 2004 relatif à la cohésion sociale, les mots « quelle que soit leur origine nationale ou ethnique, leur appartenance culturelle, religieuse ou philosophique, leur statut social, leur niveau socio-économique, leur âge, leur orientation sexuelle ou leur santé » sont remplacés par les termes « sans discrimination ».

Art. 31. L'article 6 du décret du 16 juin 2005 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux organismes représentatifs de l'Action sociale et de la Famille est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le respect du décret du 9 juillet 2010 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement, les organismes représentatifs accueillent en tant qu'affilié tout centre, maison ou service de leur secteur ou d'un secteur visé à l'article 5, 2^e alinéa, pour autant que le centre, la maison ou le service s'engage à respecter les statuts de l'organisme représentatif ».

Art. 32. A l'article 35, alinéa 3, du décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, les mots « quelle que soit son appartenance idéologique, philosophique, religieuse ou son orientation sexuelle » sont remplacés par les mots « dans le respect du décret du 9 juillet 2010 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement ».

Art. 33. § 1^{er}. A l'article 33 du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans le domaine de l'action sociale, de la famille et de la santé, le point 4° est remplacé comme il suit :

« 4° être accessible à tous, sans aucune discrimination au sens du décret du 9 juillet 2010. relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement ».

Art. 34. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 juillet 2010.

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne et promulgue le décret visant à transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

C. DOULKERIDIS,
Ministre-Président du Collège

Ch. PICQUE,
Membre du Collège.

B. CEREXHE,
Membre du Collège.

Mme E. HUYTEBROECK,
Membre du Collège.

E. KIR,
Membre du Collège.

—
Note

(1) Références parlementaires...

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2010 — 3090

[C — 2010/31358]

9 JULI 2010. — Decreet ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling (1)

De vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid als bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Dit decreet zet, in het kader van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschapscommissie, de volgende Europese richtlijnen om :

1° Richtlijn 2000/43/EG van de Raad van 29 juni 2000 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van personen ongeacht ras of etnische afstamming;

2° Richtlijn 2000/78/EG van de Raad van 27 novembre 2000 tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep;

3° Richtlijn 2004/113/EG van de Raad van 13 december 2004 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen bij de toegang tot en het aanbod van goederen en diensten;

4° Richtlijn 2006/54/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2006 betreffende de toepassing van het beginsel van gelijke kansen en gelijke behandeling van mannen en vrouwen in arbeid en beroep (herschikking).

De referenties die er in de van kracht zijnde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen worden gemaakt naar de Europese richtlijnen 75/117/EEG, 76/207/EEG, 86/378/EEG en 97/80/EG dienen, voor wat de Franse Gemeenschapscommissie betreft, opgevat te worden als referenties naar de voornoemde Richtlijn 2006/54/EG.

HOOFDSTUK II. — *Doel en toepassingsgebied*

Art. 3. Dit decreet heeft tot doel een algemeen en geharmoniseerd kader te creëren ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de bevordering van gelijke behandeling op de tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschapscommissie behorende gebieden.

Art. 4. § 1. Onverminderd het toepassingsgebied van het decreet van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 maart 2007 betreffende de gelijkheid van behandeling van personen in de beroepsopleiding en met eerbiediging van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschapscommissie, is dit decreet zowel in de overheidssector als in de particuliere sector, met inbegrip van de overheidsinstellingen, op alle personen van toepassing op de volgende gebieden :

1° het schoolvervoer en het beheer van de schoolgebouwen;

2° de gemeentelijke, provinciale, intercommunale en privé-infrastructuren, wat lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens betreft;

3° het toerisme;

4° de sociale promotie;

5° het gezondheidsbeleid;

6° de bijstand aan personen;

7° de toegang tot goederen en diensten en het verstrekken van goederen en diensten die ter beschikking van het publiek staan los van de betrokken persoon en die aangeboden worden buiten de private en familiale sfeer om, evenals de verrichtingen uitgevoerd in dat verband;

8° de toegang tot, de deelname aan en iedere andere uitoefening van een economische, sociale, culturele of politieke activiteit die voor het publiek toegankelijk is.

§ 2. Dit decreet is eveneens van toepassing op de arbeidsbetrekkingen in openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie, zoals gedefinieerd in artikel 5, 16°.

HOOFDSTUK III. — *Definities*

Art. 5. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° « gelijke behandeling » : afwezigheid van elke vorm van rechtstreekse of onrechtstreekse discriminatie;

2° « rechtstreekse discriminatie » : elk onderscheid op grond van leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof, levensbeschouwing, politieke of syndicale overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap, geslacht, zwangerschap, bevalling, moederschap, geslachtsverandering, nationaliteit, een zogenaamd ras, huidskleur, afkomst, nationale of etnische afstamming of sociale afkomst, waardoor een persoon ongunstiger wordt behandeld dan een ander in een vergelijkbare situatie wordt, is of zou worden behandeld;

3° « onrechtstreekse discriminatie » : elke bepaling, maatstaf of handelwijze die ogenschijnlijk neutraal is, maar personen omwille van een bepaalde leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof, levensbeschouwing, politieke overtuiging, taal, nationaliteit, een zogenaamd ras, huidskleur, afkomst, nationale of etnische afstamming of sociale afkomst, geslacht, of omwille van de huidige of toekomstige gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap, geslachtsverandering, of zwangerschap, bevalling of moederschap, in vergelijking met andere personen bijzonder kan benadelen;

4° « opdracht tot discrimineren » : elke handelwijze die erin bestaat wie ook opdracht te geven een persoon, een gemeenschap of een van hun leden te discrimineren op grond van de onder 2° genoemde gronden;

5° « intimidatie » : ongewenst gedrag dat zich voordoet buiten de arbeidsbetrekkingen, verband houdt met een van de onder 2° bedoelde gronden en tot doel of gevolg heeft dat de waardigheid van een persoon wordt aangetast en een bedreigende, vijandige, beledigende, vernederende of kwetsende omgeving wordt gecreëerd;

6° « seksuele intimidatie » : ongewenst verbaal, non-verbaal of fysiek gedrag met een seksuele connotatie, dat zich voordoet buiten de arbeidsbetrekkingen, en met als doel of gevolg dat de waardigheid van een persoon wordt aangetast, in het bijzonder wanneer een bedreigende, vijandige, beledigende, vernederende of kwetsende omgeving wordt gecreëerd;

7° « positieve actie » : het handhaven of aannemen van specifieke maatregelen om de nadelen die verband houden met de in 2° genoemde gronden te voorkomen of te compenseren, met het oog op het waarborgen van een volledige gelijkheid in de praktijk;

8° « redelijke aanpassingen » : passende maatregelen die in een concrete situatie en naargelang de behoefte worden getroffen om een persoon met een handicap in staat te stellen tot tewerkstelling of elke andere activiteit, die binnen het toepassingsgebied valt van dit decreet, toegang te hebben, er deel aan te nemen en erin vooruit te komen, tenzij deze maatregelen een onevenredige belasting vormen voor de persoon die ze moet aannemen. Wanneer die belasting in voldoende mate wordt gecompenseerd door bestaande maatregelen in het kader van het gevoerde overheidsbeleid inzake personen met een handicap, mag zij niet als onevenredig worden beschouwd;

9° « arbeidsbetrekkingen » :

a) de voorwaarden voor toegang, aanstelling en bevordering tot betrekkingen binnen het openbaar ambt van de openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie, ongeacht de statutaire of contractuele regeling van de aanwerving, met inbegrip van de selectieprocedures, de voorwaarden en proeven inzake rekrutering en bevordering, voor alle activiteitstakken en voor alle niveaus van de beroepshierarchie;

b) de toegang, door titularissen van het openbaar ambt van de openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie, ongeacht de statutaire of contractuele regeling van de aanwerving, tot alle vormen en alle niveaus van beroepskeuzevoorlichting, beroepsopleiding, voortgezette beroepsopleiding en omscholing, met inbegrip van praktijkervaring;

c) de werkgeleheids- en arbeidsvoorwaarden binnen het openbaar ambt van de openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie, ongeacht de statutaire of contractuele regeling van de aanwerving, met inbegrip van de ontslag- en beloningsvoorwaarden;

d) het lidmaatschap van of de betrokkenheid bij een werkgevers- of werknemersorganisatie of enige organisatie waarvan de leden een bepaald beroep uitoefenen door de in punt b) genoemde personen, met inbegrip van de voordelen die deze organisaties bieden;

10° « loon » : het gewone basis- of minimumloon of wedde en alle andere voordelen die rechtstreeks of onrechtstreeks, in speciën of in natura, worden uitbetaald wegens de dienstbetrekking binnen het openbaar ambt van de openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie, ongeacht de statutaire of contractuele regeling van de aanwerving;

11° « het beheer van de schoolgebouwen » : de bevoegdheid bedoeld in artikel 2 van het decreet van 5 juli 1993 betreffende de overdracht van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

12° « het schoolvervoer » : de bevoegdheid bedoeld in artikel 3, 5°, van het decreet van 19 juli 1993 betreffende de overdracht van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

13° « het gezondheidsbeleid » : de bevoegdheid bedoeld in artikel 3, 6°, van het decreet van 19 juli 1993 betreffende de overdracht van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

14° « de bijstand aan personen » : de bedoelde bevoegdheid van de bijstand aan personen in de zin van het decreet van 19 juli 1993 betreffende de overdracht van bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, te weten en met name op het gebied van het gezinsbeleid, het beleid inzake maatschappelijk welzijn, het beleid inzake onthaal en integratie van inwijkelingen, het gehandicaptenbeleid, het bejaardenbeleid en de bijstand aan niet opgesloten justitiabelen;

15° « goederen » : goederen en waren in de zin van de bepalingen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap betreffende het vrije verkeer van goederen en waren;

16° « diensten » : diensten in de zin van artikel 57 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap;

17° « belangenverenigingen » : organisaties, verenigingen en groeperingen die bedoeld zijn in artikel 28;

18° « bepalingen » : de bestuursrechtelijke bepalingen en reglementen, de clausules opgenomen in individuele of collectieve overeenkomsten en collectieve reglementen, evenals de bepalingen opgenomen in eenzijdig uitgevaardigde documenten;

19° « openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie » :

— de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

— de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie die behoren tot categorie 1 en categorie, overeenkomstig de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, en hun operationele filialen;

— de door de Franse Gemeenschapscommissie opgerichte publiekrechtelijke instellingen of instellingen van openbaar nut;

— de op het initiatief van het College opgerichte verenigingen zonder winstoogmerk.

20° « het College » : het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK IV. — *Bevordering van de diversiteit binnen de openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie*

Art. 6. § 1. B Elke instelling van de Franse Gemeenschapscommissie moet een actieplan diversiteit opstellen. Het College bepaalt de algemene inhoud van het actieplan diversiteit en voorziet in de aanpassing van deze inhoud in functie van de omvang en de uitgevoerde activiteiten door de betrokken instellingen.

§ 2. Met het oog op het verzekeren van de opstelling, de uitvoering en de opvolging van dit actieplan, moet elke openbare instelling van de Franse Gemeenschapscommissie :

- 1° een personeelslid aanstellen dat belast wordt met het actieplan diversiteit;
- 2° een begeleidingscommissie oprichten.

§ 3. Het College voorziet in de oprichting van een coördinatiecomité inzake diversiteit om de acties tussen de openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie te coördineren.

§ 4. Het College definieert de samenstelling, organisatie en werking :

- 1° van de in § 2, 2°, bedoelde begeleidingscommissie;
- 2° van het in § 3 bedoelde coördinatiecomité;

§ 5. Het College definieert het functieprofiel van het in § 2, 1°, bedoelde personeelslid;

Art. 7. Elke instelling van de Franse Gemeenschapscommissie maakt haar vacatures systematisch over aan de Russische Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling.

HOOFDSTUK V. — *Bestrijding van discriminatie*

Afdeling I. — Discriminatieverbod

Art. 8. De gelijkheid van behandeling wordt gewaarborgd op de in artikel 4 bedoelde gebieden, die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie vallen.

Art. 9. § 1. Voor de gebieden die vallen onder het toepassingsgebied van dit decreet, is elke discriminatie op basis van de in artikel 5, 2°, bedoelde gronden verboden.

§ 2. In de zin van dit hoofdstuk, wordt er onder discriminatie het volgende verstaan :

- rechtstreekse discriminatie,
- onrechtstreekse discriminatie,
- opdracht tot discrimineren,
- intimidatie,
- seksuele intimidatie,
- het weigeren om redelijke aanpassingen te doen ten voordele van een gehandicapt persoon.

Afdeling II. — Rechtvaardiging van verschillen in behandeling

Art. 10. Verschillen in behandeling die berusten op een kenmerk in verband één van de in artikel 5, 2°, genoemde gronden, met uitzondering van het geslacht, vormen geen rechtstreekse of onrechtstreekse discriminatie, indien een dergelijk kenmerk, vanwege de aard van de beroepsactiviteit of de context waarin deze wordt uitgevoerd, een wezenlijke en bepalende beroepsvereiste vormt, voor zover het doel legitiem is en het vereiste evenredig aan dit doel is.

Voor zover zij enkel betrekking hebben op de toegang tot de tewerkstelling, met inbegrip van de opleiding die deze toegang mogelijk maakt, vormen verschillen in behandeling die berusten op een kenmerk in verband met het geslacht geen rechtstreekse of onrechtstreekse discriminatie, indien een dergelijk kenmerk, vanwege de aard van de beroepsactiviteit of de context waarin deze wordt uitgevoerd, een wezenlijke en bepalende beroepsvereiste vormt, voor zover het doel legitiem is en het vereiste evenredig aan dit doel is.

Art. 11. Verschillen in behandeling op grond van leeftijd, die door algemene en abstracte regels vorm krijgen, vormen geen rechtstreekse of onrechtstreekse discriminatie, indien deze objectief en redelijk worden gerechtvaardigd door een legitiem doel en de middelen voor het bereiken van dat doel passend, noodzakelijk en evenredig aan dit doel zijn.

Art. 12. Vormen geen onrechtstreekse discriminatie :

de in artikel 5, 2°, bedoelde bepalingen, praktijken of criteria, die objectief en redelijk worden gerechtvaardigd door een legitiem doel, voor zover de middelen voor het bereiken van dat doel passend, noodzakelijk en evenredig aan dit doel zijn;

verschillen in behandeling op basis van een handicap, als er wordt aangetoond dat er geen redelijke aanpassingen kunnen worden gedaan.

Art. 13. § 1. Een verschil in behandeling op grond van de in artikel 5, 2° genoemde gronden, geeft nooit aanleiding tot de vaststelling van enige vorm van rechtstreekse of onrechtstreekse discriminatie, wanneer het verschil in behandeling een door het College toegelaten maatregel van positieve actie inhoudt.

§ 2. Een maatregel van positieve actie kan slechts worden uitgevoerd mits naleving van de volgende voorwaarden :

- er moet een kennelijke ongelijkheid zijn;
- het verdwijnen van deze ongelijkheid moet worden aangewezen als een te bevorderen doelstelling;
- de maatregel van positieve actie moet van tijdelijke aard zijn en van die aard zijn dat hij verdwijnt zodra de beoogde doelstelling is bereikt;
- de maatregel van positieve actie mag andermans rechten niet nodeloos beperken.

Art. 14. Een verschil in behandeling op grond van de in artikel 5, 2°, genoemde gronden geeft nooit aanleiding tot de vaststelling van enige vorm van rechtstreekse of onrechtstreekse discriminatie, wanneer dit verschil in behandeling wordt opgelegd door of krachtens een wet, decreet of ordonnantie.

Afdeling III. — Sancties en procedures

Art. 15. De bepalingen die strijdig zijn met dit decreet alsook de bedingen in overeenkomsten die bepalen dat één of meerdere contracterende partijen bij voorbaat afzien van de rechten die door dit decreet worden gewaarborgd, zijn nietig.

Art. 16. § 1. In geval van discriminatie die verboden wordt door dit decreet, kan het slachtoffer een schadevergoeding vorderen overeenkomstig het contractuele of buitencontractuele aansprakelijkheidsrecht.

De persoon die het discriminatieverbod heeft geschonden moet aan het slachtoffer een vergoeding betalen die naar keuze van het slachtoffer gelijk is, hetzij aan een forfaitair bedrag zoals uiteengezet in § 2, hetzij aan de werkelijk door het slachtoffer geleden schade. In laatstgenoemd geval, moet het slachtoffer de omvang van de geleden schade bewijzen.

§ 2. De in § 1 bedoelde forfaitaire schadevergoeding wordt als volgt bepaald :

1° onverminderd de bepalingen van punt 2°, wordt de forfaitaire vergoeding van de morele schade geleden ten gevolge van een feit van discriminatie, bepaald op 650 euro. Dat bedrag wordt verhoogd tot 1.300 euro indien de dader niet kan aantonen dat de betwiste ongunstige of nadelige behandeling ook op niet-discriminerende gronden getroffen zou zijn of omwille van andere omstandigheden, zoals de bijzondere ernst van de geleden morele schade;

2° indien het slachtoffer morele en materiële schadevergoeding vordert wegens discriminatie in het kader van de arbeidsbetrekkingen, is de forfaitaire schadevergoeding voor materiële en morele schade gelijk aan de brutobeloning voor zes maanden, tenzij de werkgever aantoont dat de betwiste ongunstige of nadelige behandeling ook op niet-discriminerende gronden getroffen zou zijn. In dat laatste geval wordt de forfaitaire schadevergoeding voor materiële en morele schade beperkt tot drie maanden bruto beloning. Wanneer de materiële schade die voortvloeit uit een discriminatie in het kader van de arbeidsbetrekkingen echter hersteld kan worden via de toepassing van de nietigheidssanctie voorzien in artikel 15, wordt de forfaitaire schadevergoeding bepaald volgens de bepalingen van punt 1°.

Art. 17. § 1. Op verzoek van het slachtoffer van de discriminatie, een belangenvereniging zoals bedoeld in artikel 28 of één of meerdere organen in de zin van artikel 27, stelt de voorzitter van het bevoegde rechtscollege het bestaan vast van een zelfs onder het strafrecht vallende daad waardoor de bepalingen van dit decreet worden overtreden en beveelt hij de staking ervan.

De voorzitter van het bevoegde rechtscollege kan de opheffing van de staking bevelen zodra bewezen is dat een einde is gemaakt aan de overtreding.

§ 2. Op vraag van het slachtoffer, kan de voorzitter van het bevoegde rechtscollege de in artikel 16, § 2, bedoelde forfaitaire schadevergoeding aan het slachtoffer toekennen.

§ 3. De voorzitter van het bevoegde rechtscollege kan bevelen dat zijn beslissing of de samenvatting die hij opstelt, wordt aangeplakt tijdens de door hem bepaalde termijn, zowel buiten als binnen de inrichtingen van de overtreder of de lokalen die hem toebehoren, en dat zijn vonnis of de samenvatting ervan in kranten of op enige andere wijze wordt bekendgemaakt, dit alles op kosten van de overtreder.

Deze maatregelen van openbaarmaking mogen evenwel slechts opgelegd worden indien zij er kunnen toe bijdragen dat de gewraakte daad of de uitwerking ervan ophouden.

§ 4. De vordering wordt ingesteld en behandeld zoals in kort geding.

Zij kan worden ingesteld bij verzoekschrift. Dit wordt in vier exemplaren neergelegd op de griffie van het bevoegde rechtscollege of bij een ter post aangetekende brief verzonden aan deze griffie.

Op straffe van nietigheid, vermeldt het verzoekschrift :

1° de dag, de maand en het jaar;

2° de naam, de voornamen, het beroep en de woonplaats van de verzoeker;

3° de naam en het adres van de natuurlijke persoon of de rechtspersoon tegen wie de vordering wordt ingesteld;

4° het voorwerp en de uiteenzetting van de middelen van de vordering.

De griffier van de bevoegde rechtbank verwittigt onverwijld de tegenpartij bij gerechtsbrief en nodigt haar uit te verschijnen ten vroegste drie dagen en ten laatste acht dagen na het verzenden van de gerechtsbrief, waarbij een exemplaar van het verzoekschrift is gevoegd.

Over de vordering wordt uitspraak gedaan niettegenstaande vervolging wegens dezelfde feiten voor enig ander gerecht, met inbegrip van het strafgerecht.

Wanneer een vordering tot staking van bij de strafrechter ahangig gemaakte feiten ingesteld is, wordt over de strafvervolging pas uitspraak gedaan nadat over de vordering tot staking een in kracht van gewijsde getreden beslissing gewezen is. Tijdens de opschorting is de verjaring van de strafvordering geschorst.

Het vonnis is uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaand enig rechtsmiddel en zonder borgtocht. Het wordt door de griffier van de rechtbank onverwijld megedeeld aan alle partijen en aan de procureur des Konings.

§ 5. De bepalingen van dit artikel doen geen afbreuk aan de bevoegdheden van de Raad van State, zoals bepaald in de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State.

Art. 18. De stakingsrechter kan op verzoek van het slachtoffer, een belangenvereniging zoals bedoeld in artikel 28 of een of meerdere organen in de zin van artikel 27, degene die de discriminatie heeft gepleegd veroordelen tot betaling van een dwangsom, wanneer aan die discriminatie geen einde is gemaakt. De rechter doet uitspraak overeenkomstig de artikelen 1385bis tot 1385nonies van het Gerechtelijk Wetboek.

Afdeling IV. — Strafrechtelijke bepalingen

Art. 19. Voor de toepassing van deze afdeling wordt begrepen onder discriminatie, elke vorm van opzettelijke rechtstreekse discriminatie, opzettelijke onrechtstreekse discriminatie en opdracht tot discrimineren op grond van in artikel 5, 2°, bedoelde gronden, alsook de weigering tot het opmaken van redelijke aanpassingen voor een persoon met een handicap.

Art. 20. Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van vijftig euro tot duizend euro of met een van die straffen alleen wordt gestraft :

1° hij die in een van de in artikel 444 van het Strafwetboek bedoelde omstandigheden aanzet tot discriminatie jegens een persoon wegens een van de in artikel 5, 2°, genoemde gronden;

2° hij die in een van de in artikel 444 van het Strafwetboek bedoelde omstandigheden aanzet tot haat of geweld jegens een persoon wegens een van de in artikel 5, 2°, genoemde gronden;

3° hij die in een van de in artikel 444 van het Strafwetboek bedoelde omstandigheden aanzet tot discriminatie of tot segregatie jegens een groep, een gemeenschap of de leden ervan, wegens een van de in artikel 5, 2°, genoemde gronden;

4° hij die in een van de in artikel 444 van het Strafwetboek bedoelde omstandigheden aanzet tot haat of geweld jegens een groep, een gemeenschap of de leden ervan, wegens een van de in artikel 5, 2°, genoemde gronden;

Art. 21. Met gevangenisstraf van twee maanden tot twee jaar, wordt gestraft ieder openbaar officier of ambtenaar, ieder drager of agent van het openbaar gezag of van de openbare macht die in de uitoefening van zijn ambt een persoon discrimineert op grond van de in artikel 5, 2°, bedoelde gronden.

Dezelfde straffen worden toegepast wanneer feiten begaan zijn jegens een groep, een gemeenschap of de leden ervan.

Indien de verdachte bewijst dat hij heeft gehandeld op bevel van zijn meerderen, in zaken die tot hun bevoegdheid behoren en waarin hij hen als ondergeschikte gehoorzaamheid verschuldigd was, worden de straffen alleen toegepast op de meerderen die het bevel hebben gegeven.

Indien de openbare officieren of ambtenaren die beticht worden de bovengenoemde daden van willekeur bevolen, toegelaten of vergemakkelijkt te hebben, beweren dat hun handtekening bij verassing is verkregen, zijn zij verplicht de daad, in voorkomend geval, te doen ophouden en de schuldige aan te geven; anders worden zij zelf vervolgd.

Indien een van de bovengenoemde daden van willekeur is gepleegd door middel van de valse handtekening van een openbaar ambtenaar, worden de daders van de valsheid en zij die er kwaadwillig of bedrieglijk gebruik van maken, gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar.

Art. 22. Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van vijftig euro tot duizend euro of met een van die straffen alleen, worden gestraft zij die zich niet voegen naar een vonnis of een arrest dat als gevolg van een vordering tot staking overeenkomstig het bovengenoemde artikel 17 werd gewezen.

Art. 23. In geval van een inbreuk op de artikelen 20, 21 en 22, kan de veroordeelde bovendien overeenkomstig artikel 22 van het Strafwetboek tot de ontzetting worden veroordeeld.

Art. 24. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de in dit decreet bedoelde misdrijven.

Afdeling V. — Bewijslast

Art. 25. § 1. Wanneer de persoon die meent slachtoffer te zijn van discriminatie, voor de bevoegde rechter feiten aanvoert die het bestaan van een rechtstreekse of onrechtstreekse discriminatie kunnen doen vermoeden, dient de verweerder te bewijzen dat er geen discriminatie is geweest.

§ 2. Het bepaalde van § 1 is van toepassing op alle gerechtelijke procedures, met uitzondering van de strafrechtelijke procedures.

Afdeling VI. — Beschermings- en verdedigingsbepalingen

Art. 26. § 1. Wanneer een klacht wordt ingediend door of ten voordele van een persoon wegens een schending van onderhavig decreet, mogen zij tegen wie deze klacht is gericht geen nadelige maatregel treffen ten aanzien van deze persoon, behalve om redenen die vreemd zijn aan de klacht.

§ 2. Voor de toepassing van dit decreet, dient onder klacht te worden verstaan :

— een met redenen omklede klacht ingediend door de belanghebbende bij de openbare instelling van de Franse Gemeenschapscommissie die hem tewerkstelt of, in voorkomend geval, de organisatie, vereniging of instelling die het voorwerp uitmaakt van de klacht, overeenkomstig de geldende procedures;

— een met redenen omklede klacht ingediend ten voordele van de betrokken persoon door het orgaan of de organen in de zin van artikel 27 of door een belangenvereniging in de zin van artikel 28;

— een rechtsvordering ingesteld door de personen in kwestie;

— een rechtsvordering ingesteld ten voordele van de betrokken persoon door het orgaan of de organen in de zin van artikel 27 of door een belangenvereniging in de zin van artikel 28;

De in de eerste en tweede gedachtestrepen van het eerste lid bedoelde met redenen omklede klacht, bestaat uit de betekening van een gedagtekende, ondertekende en ter post aangetekende brief, waarin de grieven ten aanzien van degene die de vermeende discriminatie heeft gepleegd, worden uiteengezet.

§ 3. Wanneer een nadelige maatregel wordt getroffen ten aanzien van de persoon binnen de twaalf maanden na het indienen van de klacht, valt de bewijslast dat de nadelige maatregel werd getroffen om redenen die vreemd zijn aan de klacht, ten laste van degene tegen wie de klacht is ingericht.

Indien een rechtsvordering door of ten voordele van de persoon werd ingesteld, wordt de periode van twaalf maanden, vermeld in het vorige lid, verlengd tot drie maanden die volgen op de dag van het in kracht van gewijsde treden van de rechterlijke beslissing.

§ 4. Wanneer de openbare instelling van de Franse Gemeenschapscommissie die de betrokken persoon tewerkstelt, een nadelige maatregel treft ten aanzien van de betrokkene in strijd met § 1, verzoekt deze persoon of de belangenvereniging waarbij hij is aangesloten, hem opnieuw in dienst op te nemen of hem zijn functie onder dezelfde voorwaarden als voorheen te laten uitoefenen.

Het verzoek wordt gedaan bij aangetekende brief binnen dertig dagen volgend op de datum van de kennisgeving van de opzegging, van de beëindiging zonder opzegging of van de eenzijdige wijziging van de arbeidsvoorwaarden of van om het even welke andere nadelige maatregel. De openbare instelling van de Franse Gemeenschapscommissie moet zich binnen dertig dagen volgend op de kennisgeving van het verzoek uitspreken.

De openbare instelling van de Franse Gemeenschapscommissie die de persoon opnieuw in de dienst opneemt en/of hem zijn functie onder dezelfde voorwaarden als voorheen laat uitoefenen, moet de wegens ontslag of wijziging van de arbeidsvoorwaarden of wegens om het even welke andere nadelige maatregel gederfde beloning betalen, alsmede de werkgevers- en werknemersbijdragen betreffende deze beloning storten.

Deze paragraaf is niet van toepassing wanneer de nadelige maatregel wordt getroffen nadat de arbeidsbetrekking een einde heeft genomen.

§ 5. Onverminderd het artikel 16, moet de auteur van de maatregel, wanneer de betrokkene na het in § 4, lid 1, bedoelde verzoek niet opnieuw wordt opgenomen of zijn functie niet onder dezelfde voorwaarden als voorheen kan uitoefenen en er in het algemeen geoordeeld werd dat de nadelige maatregel in strijd is met § 1, aan de betrokkene een vergoeding betalen die, naar keuze van die persoon, gelijk is, hetzij aan een forfaitair bedrag dat overeenstemt met het in artikel 16, § 2, vastgelegde bedrag, hetzij aan de werkelijk door de betrokkene geleden materiële en morele schade; in dit laatste geval moet hij de omvang van de geleden schade bewijzen overeenkomstig de gemeenrechtelijke regels van de burgerlijke aansprakelijkheid.

§ 6. Onverminderd het artikel 16, is de openbare instelling van de Franse Gemeenschapscommissie die de betrokken persoon tewerkstelt, verplicht dezelfde vergoeding uit te betalen, zonder dat de persoon of belangenvereniging waarbij hij is aangesloten, het in § 4 bedoelde verzoek moet indienen :

1° wanneer het bevoegde rechtscollege de feiten van discriminatie, die het voorwerp uitmaakten van de klacht, bewezen heeft geacht;

2° wanneer de betrokkene de arbeidsbetrekking verbreekt, omdat het gedrag van de openbare instelling van de Franse Gemeenschapscommissie die hem tewerkstelt, in strijd is met de bepalingen van § 1, wat volgens de betrokkene een reden is om de arbeidsbetrekking zonder opzegging of vóór het verstrijken ervan te verbreken;

3° wanneer de openbare instelling van de Franse Gemeenschapscommissie die de betrokken persoon tewerkstelt, de arbeidsbetrekking heeft beëindigd om dringende redenen, op voorwaarde dat het bevoegde rechtscollege deze beëindiging ongegrond en in strijd met de bepalingen van § 1 heeft geacht.

§ 7. Wanneer de nadelige maatregel wordt getroffen nadat de arbeidsbetrekking beëindigd werd en deze maatregel in strijd wordt bevonden met § 1, dient de openbare instelling van de Franse Gemeenschapscommissie die de betrokken persoon tewerkstelt, de in § 5 van dit artikel bedoelde schadevergoeding te betalen aan het slachtoffer.

§ 8. De in dit artikel bedoelde bescherming is eveneens van toepassing op personen die optreden als getuige, raadsheer, verdediger of bijstandsverlener ten voordele van de betrokken persoon.

§ 9. Op vraag van de verweerder, kan de rechter bij wie de klacht, zoals bedoeld in § 2, aanhangig is gemaakt, beslissen om de termijn zoals bepaald in § 3 in te korten.

Art. 27. § 1. Het College wijst een of meer organen aan die in rechte mogen optreden in geschillen waartoe de toepassing van dit decreet aanleiding kan geven in geval van discriminatie op grond van de in artikel 5, 2°, genoemde gronden.

Wanneer het verzoek een discriminatie of inbreuk betreft ten aanzien van een natuurlijke of rechtspersoon, is het verzoek van de in het eerste lid genoemde organen alleen ontvankelijk als deze laatsten aantonen dat zij de instemming van deze natuurlijke of rechtspersoon hebben gekregen.

§ 2. De in § 1 genoemde organen zijn op grond van de in artikel 5, 2°, bedoelde gronden waarvoor zij bevoegd zijn, eveneens bevoegd voor :

1° het verlenen van onafhankelijke bijstand aan slachtoffers van discriminatie tijdens het in overweging nemen van hun klachten aangaande een discriminatie;

2° het uitvoeren van onafhankelijke studies over discriminatie;

3° het publiceren van onafhankelijke verslagen en het formuleren van aanbevelingen over ieder onderwerp dat verband houdt met discriminatie.

Art. 28. § 1. Kunnen in rechte optreden in de geschillen waartoe de toepassing van dit decreet aanleiding kan geven, wanneer afbreuk wordt gedaan aan de statutaire opdrachten die ze zich tot doel hebben gesteld :

1° elke instelling van openbaar nut en elke vereniging die rechtspersoonlijkheid bezit, en zich statutair tot doel stelt de rechten van de mens te verdedigen en discriminatie te bestrijden;

2° de representatieve vakbondsorganisaties in de zin van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

3° de representatieve vakbondsorganisaties in het aangewezen orgaan van vakbondsoverleg voor de administraties, diensten of instellingen waarop de wet van 19 december 1974 tot de regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel niet van toepassing is.

§ 2. Wanneer het verzoek een discriminatie of inbreuk betreft ten aanzien van een natuurlijke of rechtspersoon, is het verzoek van instellingen, bonden of in het eerste lid genoemde verenigingen alleen ontvankelijk als deze laatsten aantonen dat zij de instemming van deze natuurlijke of rechtspersoon hebben gekregen.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 29. In artikel 3 van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, wordt punt 2° door het hetgeen volgt vervangen :

« 2° de in artikel 2 beschreven taken vervullen bij begunstigden zonder discriminatie in de zin van het decreet van 9 juli 2010 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling ».

Art. 30. § 1. Aan artikel 2 van het decreet van 30 april 2004 met betrekking tot de sociale samenhang, wordt een punt 11 toegevoegd, dat als volgt is opgesteld :

« 11. discriminatie : rechtsreekse of onrechtstreekse discriminatie, zoals gedefinieerd door het decreet van 9 juli 2010 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling ».

§ 2. In artikel 3, lid 2, van het decreet van 30 april 2004 met betrekking tot de sociale samenhang, worden de woorden « ongeacht hun nationaliteit of etnische afkomst, hun religieuze, filosofische of culturele overtuiging, hun sociaal statuut, hun socio- economisch niveau, hun leeftijd, hun seksuele geaardheid of hun gezondheid » vervangen door de woorden « zonder discriminatie ».

Art. 31. Artikel 6 van het decreet van 16 juni 2005 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan instellingen die representatief zijn voor de Maatschappelijke Actie en het Gezin, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Met eerbiediging van het decreet van 9 juli 2010 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling, ontvangen de representatieve instellingen als lid elk centrum, elk huis of elke dienst uit hun sector of uit een in artikel 5, lid 2, bedoelde sector, voor zover dit centrum, dit huis of deze dienst zich ertoe verbindt de statuten van de representatieve instelling na te leven ».

Art. 32. In artikel 35, lid 3, van het decreet van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, worden de woorden « ongeacht zijn ideologische, filosofische en godsdienstige strekking of zijn seksuele gezindheid » vervangen door de woorden « met eerbiediging van het decreet van 9 juli 2010 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling ».

Art. 33. § 1. In artikel 33 van het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid, wordt punt 4° vervangen door hetgeen volgt :

« 4° voor iedereen toegankelijk zijn, zonder de minste discriminatie in de zin van het decreet van 9 juli 2010 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling ».

Art. 34. Het huidige decreet treedt in werking op de dag van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 9 juli 2010.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bekrachtigt het decreet tot wijziging van het decreet van 14 januari 1999 betreffende de erkenning van de gastkamers en de toelating om de benaming « Gastkamers » te gebruiken en kondigt het af.

C. DOULKERIDIS,
Minister-Voorzitter van het College.

Ch. PICQUE,
Lid van het Collège.

B. CEREXHE,
Lid van het Collège.

Mevr. E. HUYTEBROECK,
Lid van het Collège.

E. KIR,
Lid van het Collège.

Nota

(1) Parlementaire Handelingen...

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2010/03500]

26 AUGUSTUS 2010. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 april 2008 houdende samenstelling van de Departementale Raad van Beroep van de Federale Overheidsdienst Financiën wat de assessoren, de griffiers-rapporteurs en hun plaatsvervangers betreft

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, artikel 84, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 1 augustus 1975, 21 januari 1987, 12 november 1990, 21 november 1991, 4 maart 1993, de wet van 22 juli 1993, de koninklijke besluiten van 31 maart 1995, 13 mei 1999, 16 november 2001, 5 september 2002 en 4 augustus 2004;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 april 2008 houdende samenstelling van de Departementale Raad van beroep van de Federale Overheidsdienst Financiën, wat de assessoren, de griffiers-rapporteurs en hun plaatsvervangers betreft,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 14 van het ministerieel besluit van 7 april 2008 houdende samenstelling van de Departementale Raad van beroep van de Federale Overheidsdienst Financiën wat de assessoren, de griffiers-rapporteurs en hun plaatsvervangers betreft, worden de woorden « Mevr. Kemps, G., ambtenaar bij de Algemene Diensten van het Algemeen Secretariaat », vervangen door de woorden « Mevr. Jansegers, R., ambtenaar bij de Administratie der douane en accijnzen. »

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2010/03500]

26 AOUT 2010. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 7 avril 2008 portant composition de la Chambre de recours départementale du Service public fédéral Finances en ce qui concerne les assessesurs, les greffiers-rapporteurs et leurs suppléants

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, l'article 84, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 1^{er} août 1975, 21 janvier 1987, 12 novembre 1990, 21 novembre 1991, 4 mars 1993, la loi du 22 juillet 1993, les arrêtés royaux des 31 mars 1995, 13 mai 1999, 16 novembre 2001, 5 septembre 2002 et 4 août 2004;

Vu l'arrêté ministériel du 7 avril 2008, portant composition de la Chambre de recours départementale du Service public fédéral Finances en ce qui concerne les assessesurs, les greffiers-rapporteurs et leurs suppléants,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 14, de l'arrêté ministériel du 7 avril 2008 portant composition de la Chambre de recours départementale du Service public fédéral Finances en ce qui concerne les assessesurs, les greffiers-rapporteurs et leurs suppléants, les mots « Mme Kemps, G., fonctionnaire aux Services généraux du Secrétariat général » sont remplacés par les mots « Mme Jansegers, R., fonctionnaire à l'Administration des douanes et accises ».